

ARCHIVES DROITS DE L'HOMME
Nouvelles de la Section des Archives et des Droits de l'Homme
Numéro 129, Août 2020

Écrit et compilé par Trudy Huskamp Peterson
Commentaires.

Il y a près de 100 ans, un juge anglais aurait déclaré : “Le gouvernement tient beaucoup à amasser des statistiques. Ils les recueillent, les ajoutent, les élèvent à la puissance n, prennent la racine cubique et préparent de merveilleux diagrammes. Mais il ne faut jamais oublier que chacun de ces chiffres provient en premier lieu du gardien du village, qui transcrit juste ce qui lui plaît”. (Sir Josiah Stamp, *Some Economic Factors in Modern Life*, Londres, P.S. King and Son, 1929)

La pandémie COVID-19 a sensibilisé le public à l'importance des statistiques. Combien de cas positifs ont été signalés aujourd'hui? Comment cela se compare-t-il à hier ou il y a un mois? Quel est le pourcentage de tests qui trouvent une personne positive au COVID? Comment ma ville se compare-t-elle à une autre, mon pays avec un autre? Combien de personnes ont dû être hospitalisées?

Combien d'intubés ? Et, enfin, malheureusement, combien de personnes sont mortes? À cela s'ajouteront bientôt des questions sur les résultats statistiques des essais de vaccins : combien de personnes ont pris des vaccins d'essai ? Combien ont eu des effets indésirables (effets secondaires)? Est-ce suffisamment d'information pour être sûr que le produit est sûr à utiliser? Combien de doses d'un vaccin approuvé peuvent être fabriquées rapidement et en toute sécurité?

A ces questions s'ajoute l'incertitude quant aux réponses aux questions statistiques. Par exemple :

* *El Faro* a indiqué qu'une fuite d'informations officielles provenant du ministère nicaraguayen de la Santé a montré que 9 683 citoyens ont été infectés entre février et juillet, “trois fois plus que ce qui a été officiellement rapporté par le Gouvernement”. Un médecin qui a analysé les données a dit qu'il était sûr que le gouvernement avait les données sur les cas, mais “pour une raison que nous ne pouvons pas facilement comprendre, ils ont choisi de mentir à la population, changer les données, et d'inclure des données différentes”. https://elfaro.net/en/202008/internacionales/24765/Data-leak-reveals-that-Nicaraguan-government-lied-about-the-impact-of-COVID-19.htm?utm_source=DB+EI+Faro+English&utm_campaign=c367ab3feb-EMAIL_CAMPAIGN_2020_04_22_01_08_COPY_01&utm_medium=email&utm_term=0_3ec9190c89-c367ab3feb-363082696

* *BIRN* a indiqué que le chef de l'Association médicale turque à Ankara a accusé le gouvernement turc “de ne pas publier le nombre réel de cas COVID-19 quotidiens enregistrés et les décès liés au virus”, disant que le ministère de la Santé “annonce 1.500 cas quotidiens . . . mais c'est encore moins que les chiffres à Ankara seulement”. Les associations médicales auraient déclaré que “l'un des problèmes majeurs était que les médecins et les autres travailleurs médicaux sont épuisés physiquement et psychologiquement”, ce qui implique que la tenue des archives n'est pas prioritaire. Un membre du parti d'opposition junior dans le pays a dit simplement: “Le gouvernement a choisi l'économie au lieu de la santé”. https://balkaninsight.com/2020/08/28/turkish-government-accused-of-hiding-real-covid-19-figures/?utm_source=Balkan+Insight+Newsletters&utm_campaign=4f99b38ec4-BI_DAILY&utm_medium=email&utm_term=0_4027db42dc-4f99b38ec4-319725265

* Les États-Unis “offrent peu de détails sur la façon dont la maladie se propage”, a déclaré *Nature*, avec des experts faisant valoir que “l'ingérence politique, les préoccupations en matière de vie privée et des années de négligence des systèmes de surveillance de la santé publique sont parmi les raisons de la pénurie d'informations aux États-Unis”. La directrice de l'Université de l'Alabama à la Division des maladies infectieuses de Birmingham a déclaré “qu'elle craignait que les vaccins COVID-19 potentiels soient précipités dans le processus d'approbation”. Elle craignait que la poussée pour libérer un vaccin ne crée une “zone exempte de données ou une zone défendable par les données”. <https://www.al.com/news/2020/09/uab-expert-says-rushed-covid-vaccine-is-pushing-scientists-into-data-free-zone.html>

* Par contraste, la Corée du Sud dispose d'un réseau coordonné de centres de santé publique dans 250 districts qui envoient l'information rapidement aux Centres coréens de contrôle et de

prévention des maladies. Presque tous les jours depuis sept mois, le Centre a “mis à jour son site Web avec des informations en temps quasi réel sur les flambées locales”. Son “attention aux données est en corrélation avec son succès global dans le contrôle de l’épidémie”, a écrit *Nature*. https://www.nature.com/articles/d41586-020-02478-z?utm_source=STAT+Newsletters&utm_campaign=04a35670e2-MR_COPY_01&utm_medium=email&utm_term=0_8cab1d7961-04a35670e2-149736437

Choix politique, économie, épuisement, vie privée, défaut de financer le système de statistiques de la santé : tous ces facteurs sont en jeu. Ce qui n’est pas remis en question, c’est l’importance et la nécessité des statistiques, utilisées aujourd’hui et préservées pour des études futures. Bien qu’il y a seulement 25 ans, certains archivistes aient soutenu que les bases de données statistiques n’étaient pas de véritables documents à préserver par une institution d’archives, cette position s’est largement, sinon entièrement, effacée. Les archivistes se rendent compte qu’il est essentiel de sauvegarder des données, non seulement pour appuyer les études sur la santé, les structures sociales, le comportement de la police et une liste interminable de questions, mais aussi pour montrer ce que les décideurs savaient et ce qu’ils ont fait avec ces connaissances. Les archivistes doivent préserver et protéger les statistiques de ce gardien de village. Nos vies mêmes pourraient en dépendre.

Nouvelles Internationales.

Chambres extraordinaires des tribunaux cambodgiens (ECCC). La Chambre de la Cour suprême a mis fin à l’affaire contre Ao An, qui était secrétaire adjoint dans la zone centrale du Kampuchéa démocratique pendant la dictature de Pol Pot (1975-1979) et qui aurait été impliqué dans la mort de milliers de civils, y compris les musulmans Cham. Les juges ont déclaré : “Nonobstant l’accord concernant le grand nombre de victimes dans la zone centrale ... il n’y a pas eu d’accord après 13 ans d’enquête selon laquelle Ao An était sous la juridiction” de la CECC. Les archives de la longue enquête demeurent pour une utilisation future de la recherche; il n’est pas clair quelles institutions d’archives en fin de compte détiendront les archives de l’ECCC. <https://eccc.gov.kh/sites/default/files/media/20200810%20PR%20FINAL.pdf>

Mécanisme indépendant d’enquête sur le Myanmar (IIMM). La Gambie, qui a intenté une action pour génocide contre le Myanmar devant la Cour internationale de Justice, a demandé à la Cour de district des États-Unis pour le district de Columbia d’ordonner à Facebook de remettre “tous les messages et communications Facebook par des membres de l’armée et de la police du Myanmar”, faisant valoir “des déclarations sur les médias sociaux, y compris Facebook, faites par des fonctionnaires et des représentants du Myanmar hostiles aux Rohingyas, ou encourageant la violence contre eux ... peut constituer une preuve d’intention génocidaire nécessaire à l’appui d’une conclusion de responsabilité pour le génocide. Le chef de l’IIMM a déclaré à Reuters que Facebook détenait du matériel “hautement pertinent et probant de la criminalité internationale grave” mais n’a pas partagé tout au cours des pourparlers d’un an”.

“Facebook a joué un rôle clé dans la propagation des discours de haine qui ont alimenté la violence” contre la minorité musulmane Rohingya du Myanmar, ont déclaré les enquêteurs de l’ONU. Facebook a déclaré qu’il ne se conformerait pas à la demande de la Gambie, mais coopère avec l’IIMM et “a refusé de commenter davantage”. Facebook a fait valoir devant la Cour de district que la fourniture du matériel “violerait une loi américaine qui interdit aux services de communication électronique de divulguer les communications des utilisateurs”. Le chef de *Fortify Rights*, une organisation non gouvernementale (ONG), a déclaré que Facebook “disait aux États que même en cas de génocide, leurs communications et leurs données sont sécurisées et ne seront pas partagées avec les procureurs ou les forces de l’ordre”. <https://www.reuters.com/article/us-myanmar-facebook-idUSKCN2570K9>; <https://www.foreignlobby.com/2020/06/10/the-gambia-demands-facebook-documents-in-rohingya-rights-crusade-against-myanmar/>

Tribunal spécial pour le Liban. Le Tribunal a condamné le membre du Hezbollah Salim Jamil Ayyash pour son implication dans l’assassinat de l’ancien Premier ministre libanais Rafic Hariri, mais a acquitté les trois autres hommes inculpés, a rapporté *Arab News*. Le président du tribunal a déclaré : “La chambre de première instance est d’avis que la Syrie et le Hezbollah auraient pu avoir des motifs d’éliminer M. Hariri et ses alliés politiques; cependant, il n’y a aucune preuve que les dirigeants du Hezbollah aient participé au meurtre de M. Hariri et il n’y a aucune preuve directe de l’implication syrienne”. Le jugement était fondé sur les témoignages de 269 témoins de la poursuite et de plus de 3 000 pièces en preuve, y compris “les données d’appel des appels passés” par les défenseurs. Comme pour les CECC, il n’est pas clair quelles institutions détiendront les records du Tribunal. <https://>

www.eurasiareview.com/19082020-lebanon-court-convicts-hezbollah-member-salim-jamil-ayyash-for-hariri-assassination/?utm_source=feedburner&utm_medium=email&utm_campaign=Feed%3A+eurasiareview%2FVsnE+%28Eurasia+Review%29 ; <https://www.stl-tsl.org/en>

Nations Unies. La Convention 182 sur les pires formes de travail des enfants a été ratifiée et est entrée en vigueur lorsque les Tonga ont “déposé leurs instruments de ratification” auprès de l’Organisation internationale du Travail le 4 août, la 187e nation à le faire. Chaque membre doit “assurer l’interdiction et l’élimination” de l’utilisation d’enfants de moins de 18 ans dans les conflits armés, la prostitution, la pornographie, le trafic de drogue, le travail dangereux, le travail forcé et l’esclavage. <https://news.un.org/en/story/2020/08/1069492>; pour la convention, voir : https://www.ilo.org/dyn/normlex/en/f?p=1000:11300:0::NO:11300:P11300_INSTRUMENT_ID:312327

Six Rapporteurs spéciaux des Nations Unies ont publié une déclaration dans laquelle ils ont déclaré qu’au cours de la pandémie de COVID-19, il y a eu “la fermeture des espaces civiques et des restrictions sur les médias hors ligne” et ont averti que “l’accès à un Internet universel, ouvert, abordable, sécurisé et stable est vital pour sauver des vies, prévenir les abus, continuer à promouvoir et protéger les droits de l’homme et accroître d’urgence l’accès à l’information”. <https://www.ohchr.org/EN/NewsEvents/Pages/DisplayNews.aspx?NewsID=26139&LangID=E>

Le 30 août, la Journée internationale des victimes des disparitions forcées, le Comité des Nations Unies pour les disparitions forcées et le Groupe de travail sur les disparitions forcées ou involontaires ont exhorté les pays à continuer à rechercher des victimes malgré la pandémie de COVID-19. Ils ont rappelé aux États “qu’ils doivent enregistrer systématiquement tous les détenus et fournir des informations à jour sur leur sort et leur localisation”. <https://www.ohchr.org/EN/NewsEvents/Pages/DisplayNews.aspx?NewsID=26189&LangID=E>

Nouvelles du monde/générales.

Records du monde des affaires. Magnum, la célèbre agence de photos, a annoncé qu’elle avait entamé un “examen interne approfondi pour s’assurer que nous comprenons pleinement les implications du travail dans les archives, tant en termes d’imagerie que de contexte. Récemment, nous avons été alertés au sujet de documents historiques dans nos archives qui sont problématiques en termes d’imagerie, de sous-titrage ou de mots clés et nous prenons cela extrêmement au sérieux”, a rapporté *The Guardian*. Merci à Giulia Barrera pour le lien. https://www.theguardian.com/artanddesign/2020/aug/14/magnum-reviewing-archive-as-concerns-raised-about-images-of-child-sexual-exploitation?CMP=Share_AndroidApp_E-mail

“Des procureurs français ont inculpé le géant pharmaceutique Sanofi pour homicide involontaire pour des malformations congénitales liées à un médicament contre l’épilepsie”, a rapporté *Al Jazeera*. Les études disent que le “médicament Valproate, sous la marque Depakine, parmi d’autres noms commerciaux a causé des incapacités chez environ 15 000 à 30 000 enfants dont les mères ont pris le médicament pendant leur grossesse. Le mois dernier, un autre tribunal Français “a ordonné à l’Etat de payer des milliers d’euros de dommages et intérêts sur le scandale, en disant que les fonctionnaires auraient dû s’assurer que le médicament n’avait pas été pris par les femmes enceintes”. L’Agence nationale d’indemnisation des accidents médicaux a reçu 500 plaintes. <https://www.aljazeera.com/ajimpact/france-sanofi-charged-manslaughter-birth-defects-case-200803102021167.html>

Selon *WIRED*, Google “prévoit de lancer de nouveaux services d’éthique d’Intelligence Artificielle avant la fin de l’année. Dans un premier temps, Google offrira à d’autres des conseils sur des tâches telles que repérer les préjugés raciaux dans les systèmes de vision par ordinateur ou élaborer des lignes directrices éthiques qui régissent les projets d’IA. À plus long terme, l’entreprise peut offrir d’auditer les systèmes d’IA des clients pour l’intégrité éthique et facturer des conseils en éthique”. https://www.wired.com/story/google-help-others-tricky-ethics-ai/?bxiid=5c48efcf2ddf9c4807adf975&cndid=53684912&esrc=sign-up-page&source=EDT_WIR_NEWSLETTER_0_DAILY_ZZ&utm_brand=wired&utm_campaign=aud-dev&utm_content=A&utm_mailing=WIR_Daily_082920&utm_medium=email&utm_source=nl&utm_term=list1_pl

Archives de l’église catholique. Un article dans *The Atlantic* a déclaré que les archives vaticanes nouvellement ouvertes de Pie XII “offrent de nouvelles perspectives sur des questions plus larges sur la façon dont le Vatican a pensé et réagi au massacre des Juifs d’Europe, et dans l’état d’esprit du Vatican immédiatement après la guerre sur l’Holocauste, le peuple juif, et le rôle et les prérogatives de l’Église catholique romaine en tant qu’institution”. L’article a rendu compte de la vaste correspondance au sujet de deux jeunes garçons juifs dont les parents avaient été tués dans l’Holocauste et qui avaient été baptisés catholiques par la famille française qui a pris soin d’eux; les survivants de la famille ont lutté

jusqu'en juillet 1953 pour que les garçons retournent dans leur famille. https://www.theatlantic.com/ideas/archive/2020/08/the-popes-jews/615736/?utm_source=newsletter&utm_medium=email&utm_campaign=atlantic-daily-newsletter&utm_content=20200827&silverid-ref=NTI0NDYyODAzNDgwSO

Migration. Le *New Humanitarian* a publié un essai sur la “bataille juridique pour obliger l’UE à rendre des comptes pour les abus des migrants en Libye”. Le *Global Legal Action Network* (GLAN) et deux ONG italiennes ont déposé une plainte en avril auprès de la Cour des comptes européenne, alléguant que “le financement des activités de gestion des frontières en Libye rend l’UE et ses États membres complices des violations des droits de l’homme qui y ont eu lieu et constitue également un détournement d’argent destiné à des fins de développement, qui vont tous deux à l’encontre des lignes directrices budgétaires de l’UE”. L’utilisation des records budgétaires pour prouver les violations des droits de l’homme est une tactique inhabituelle. https://www.thenewhumanitarian.org/analysis/2020/08/10/Libya-migrant-abuses-EU-legal-battle?utm_source=The+New+Humanitarian&utm_campaign=8c5da6bec1-EMAIL_CAMPAIGN_2020_08_14_Weekly&utm_medium=email&utm_term=0_d842d98289-8c5da6bec1-75545741

Essais nucléaires. À l’occasion du 75e anniversaire des bombardements nucléaires américains à Hiroshima et Nagasaki, au Japon, le *Washington Post* a écrit : “Au cours des 75 années qui se sont produits depuis Hiroshima, les essais nucléaires ont fait des milliers de morts”. Des essais atmosphériques ont été effectués après la Seconde Guerre mondiale par une poignée de pays, principalement les États-Unis, mais aussi le Royaume-Uni, la France, l’URSS, la Chine, la Corée du Nord et peut-être d’autres. Les effets à long terme des essais nucléaires sur les personnes exposées aux retombées se produisent toujours. Les îles Marshall, où 67 essais américains ont eu lieu, continuent d’avoir des niveaux de rayonnement dans certaines régions qui sont plus élevées que les zones touchées par la catastrophe de Tchernobyl et Fukushima. L’ancien président de la République des îles Marshall a déclaré que “ beaucoup d’informations critiques n’ont pas été divulguées” au moment des essais et que les gens n’ont pas été indemnisés par les États-Unis, y compris le refus de payer 2,3 milliards de dollars de dommages et intérêts qui ont été accordés par le Tribunal des revendications nucléaires. Des copies numériques des documents papier et électroniques du Tribunal se trouvent dans les Archives fédérales suisses et les documents audiovisuels se trouvent aux Archives Municipales de Girone, Catalogne, Espagne. <https://www.washingtonpost.com/graphics/2020/world/hiroshima-anniversary-nuclear-testing/>

Toujours à l’occasion de l’anniversaire du bombardement, le Secrétaire général de l’ONU, Antonio Guterres, a publié un message disant que les pays qui possèdent des armes nucléaires ont une responsabilité particulière : “Ils se sont engagés à plusieurs reprises à éliminer totalement les armes nucléaires. Le moment est venu de dialoguer, de renforcer la confiance, de réduire la taille des arsenaux nucléaires et de faire preuve de la plus grande retenue”. Il a appelé tous les États membres à signer et ratifier le Traité sur l’interdiction des armes nucléaires. Le Rapporteur spécial des Nations Unies sur les substances toxiques a également publié une déclaration: “De la détonation de centaines de bombes nucléaires sur les communautés vulnérables du Pacifique à l’élimination de déchets radioactifs dangereux sur les terres et les territoires des peuples autochtones, l’héritage des essais nucléaires est l’un des exemples les plus cruels d’injustice environnementale dont on a été témoin. Aujourd’hui, il est important que nous arrêtons et réfléchissons à la discrimination raciale et ethnique des essais nucléaires, et aux victimes de cet héritage qui continuent de souffrir”. <https://news.un.org/en/story/2020/08/1069612>; <https://www.ohchr.org/EN/NewsEvents/Pages/DisplayNews.aspx?NewsID=26103&LangID=E>

Technologie. Des documents publiés dans la précieuse collection “BlueLeaks”, la quantité massive de documents d’application de la loi piratés à partir de sites Web gouvernementaux par quelqu’un revendiquant une connexion à *Anonymous* et publié par le collectif de transparence *Distributed Denial of Secrets*, montrent quelles informations TikTok a partagé avec les forces de l’ordre américaines dans des dizaines de cas. “Les experts familiers avec les demandes d’application de la loi disent que ce que TikTok recueille et remet n’est pas significativement plus que ce que des entreprises comme Amazon, Facebook ou Google fournissent régulièrement”, a noté *The Intercept*. https://theintercept.com/2020/08/10/blueleaks-tiktok-law-enforcement-privacy/?utm_medium=email&utm_source=The%20Intercept%20Newsletter

Bien qu’Instagram déclare qu’il faille 90 jours pour que les données détruites soient retirées du système, un chercheur spécialisé en sécurité a trouvé des photos et des messages privés avec d’autres utilisateurs qu’il avait précédemment détruits, étaient toujours disponibles un an plus tard. Il a signalé la situation, et Instagram lui a accordé 6 000 \$ de son “programme de primes de bogue”, a rapporté *TechCrunch*. Le chercheur a signalé le problème en octobre 2019; il a finalement été résolu en août 2020. <https://techcrunch.com/2020/08/13/instagram-delete-photos-messages-servers/>

WIRED a fait état du “rôle croissant des appareils domestiques intelligents et des appareils portables dans les enquêtes policières” aux États-Unis. Dans un cas cité, lorsque la police a trouvé de la drogue dans un ménage avec plusieurs résidents, “les agents ont identifié un suspect après avoir saisi des données d’un haut-parleur intelligent. Son journal répertoriait non seulement les requêtes récentes liées aux drogues, mais identifiait qui les disait”. <https://www.wired.com/story/star-witness-your-smart-speaker/>

Seconde Guerre mondiale. *AP* a publié deux articles connexes sur les personnes toujours portées disparues liées à la violence de la Seconde Guerre mondiale. Le premier, sur les Coréens disparus, a rapporté qu’à la fin des années 1930 et pendant la guerre, le Japon “a mobilisé de force environ 30 000 Coréens en tant que travailleurs” sur la partie de l’île de Sakhaline occupée par les Japonais. À la fin de la guerre, l’URSS, qui avait maintenu le contrôle de l’autre partie de Sakhaline, a repris toute l’île et rapatrié les Japonais qui s’y trouvaient, mais “a refusé de renvoyer les Coréens . . . apparemment pour répondre aux pénuries de main-d’œuvre dans les mines de charbon de l’île et ailleurs”. Après l’établissement de relations diplomatiques entre la Corée et la Russie en 1990, environ 4 000 Coréens sont revenus de Sakhaline. En 2019, des proches de 25 personnes toujours portées disparues ont demandé à l’ONU de les aider à les localiser, et en juin 2020, l’ONU a demandé à la Russie de rechercher 10 d’entre elles. Un universitaire coréen qui a aidé à la recherche des disparus à Sakhaline “a déclaré que les conclusions restent partielles parce que la Russie a refusé d’autoriser un accès étendu aux archives des résidents étrangers, qu’il conteste sur les garanties de confidentialité”. https://apnews.com/c851ba77fe32a26c99557948005456cf?utm_source=piano&utm_medium=email&utm_campaign=morningwire&pnsid=0.sxqaFHHQeN8UugqX8_9ZPBGdeUGpSoQjXWo0XP

Le second : “Soixante-quinze ans après la fin de la Seconde Guerre mondiale, plus d’un million de morts de guerre japonais sont dispersés dans toute l’Asie, où l’héritage de l’agression japonaise entrave encore les efforts de relèvement”. En juillet, le Japon a mis en place un “centre d’information complet sur les restes” au ministère de la Santé, du Travail et du Bien-être social pour effectuer des tests ADN sur les restes récupérés. Environ 340 000 restes non identifiés se trouvent dans le cimetière national de soldats inconnus de Tokyo; un historien a déclaré que les restes “incluent presque certainement un nombre significatif de . . . ressortissants non japonais, y compris des Coréens et des soldats taiwanais enrôlés et envoyés à l’étranger pour se battre pour l’armée impériale japonaise”. En 1991, la Russie a donné au Japon une “liste de dizaines de milliers de soldats japonais emprisonnés et des cartes des fosses communes où ils ont été enterrés. Environ 600 000 ont été envoyés dans d’anciennes prisons soviétiques, où 55 000 sont morts, dont quelques milliers de Coréens”. https://apnews.com/7d3b321e2efcb43ab6607dde73846038?utm_source=piano&utm_medium=email&utm_campaign=morningwire&pnsid=jvZjpPhHFB6NccHpteM1dKLNyVP.scpet0fzTKz1

National Public Radio (U.S.) a publié un article sur la recherche continue d’instruments de musique confisqués par les nazis pendant la Seconde Guerre mondiale. Il a cité un universitaire qui a travaillé sur la question en disant que, bien que de nombreuses familles sont toujours à la recherche des instruments “il est difficile de les retracer parce que les archives du gouvernement, les archives des concessionnaires, les revendications, les archives de confiscation - tout ce qui doit être comparé à la recherche d’un instrument - sont dispersés dans de nombreux pays”. <https://www.npr.org/2020/07/29/812891442/where-are-the-thousands-of-nazi-looted-musical-instruments>

Nouvelles bilatérales et multilatérales.

Guerre des Balkans. Lors d’une réunion en juillet de responsables de la Serbie et du Kosovo, les Kosovars “ont demandé à la Serbie d’ouvrir ses archives militaires et policières de l’ère yougoslave pour aider à trouver les lieux des fosses communes en temps de guerre, tandis que la délégation serbe a demandé que les archives de l’Armée de Libération du Kosovo, les archives de l’UCK soient ouvertes à l’examen”, a rapporté *BIRN*. Toutefois, “rien de tout cela ne semble susceptible de se produire de sitôt” parce que “la Serbie a classé certaines de ses archives militaires comme secrets d’État, tandis que le Kosovo insiste sur le fait que l’UCK, en tant qu’organisation de guérilla, n’a jamais eu d’archives militaires”. Le bureau du Premier ministre du Kosovo a déclaré : “En ce qui concerne les archives de l’UCK, c’est un problème pour les organisations d’anciens combattants”, mais l’ancien porte-parole de l’organisation a déclaré que l’UCK n’avait pas d’“archives organisées ou écrites” et que ce qu’elles avaient “aurait pu être remis au Corps de protection du Kosovo”, une ONG active de 1999 à 2009. Toutefois, le chef du Bureau du patrimoine du Corps de protection du Kosovo a déclaré qu’il n’avait pas d’archives de l’UCK. <https://balkaninsight.com/2020/08/11/will-serbia-and-kosovo-open-up-secret-war-archives/>

Les associations de familles de personnes disparues serbes et albanaises du Kosovo ont déclaré lors d'une conférence de presse "que les deux pays doivent ouvrir des archives en temps de guerre et révéler des informations sur les personnes qui sont toujours portées disparues lors de la guerre du Kosovo en 1998-1999", a rapporté *BIRN*. Le président de l'Association des victimes de Kosmet a déclaré: "Nous exigeons l'ouverture de toutes les archives et les preuves liées à des tombes potentielles, nous exigeons des enquêtes approfondies et professionnelles, et nous exigeons la protection des témoins". 1 643 personnes sont toujours portées disparues depuis la guerre. https://balkaninsight.com/2020/08/27/serbs-kosovo-albanians-make-joint-appeal-for-missing-persons/?utm_source=Balkan+Insight+Newsletters&utm_campaign=6f4b64e31c-BI_DAILY&utm_medium=email&utm_term=0_4027db42dc-6f4b64e31c-319725265

BIRN a analysé "toutes les affaires achevées de La Haye [Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie] relatives à des crimes commis à Prijedor [Bosnie], y compris des documents inclus comme éléments de preuve, des témoignages et des conclusions d'expert" et a constaté qu'ils contenaient "les noms de nombreux membres de l'armée et de la police serbes de Bosnie soupçonnés d'être impliqués dans ces attaques en 1992, mais jamais jugé". Un avocat bosniaque "a fait valoir que la justice bosniaque n'a pas fait assez usage de la richesse des preuves de la cour de l'ONU". <https://balkaninsight.com/2020/08/21/un-court-documents-reveal-overlooked-bosnian-war-crime-suspects/>

République centrafricaine/République démocratique du Congo/Soudan du Sud. L'Armée de résistance du Seigneur (LRA), un groupe de guérilla fondé en Ouganda en 1987, a perpétré "au moins 55 attaques et 163 enlèvements ... au cours de l'année écoulée dans les trois pays où le groupe opère, selon les données d'*Invisible Children*, une ONG spécialisée dans la LRA", a rapporté *The New Humanitarian*. "Au cours des années 1990 et 2000, plus de 100 000 personnes ont été tuées et des dizaines de milliers d'enfants enrôlés par la LRA, qui prétendait protéger la communauté ethnique Acholi du nord de l'Ouganda contre le régime [du président ougandais] Museveni". https://www.thenewhumanitarian.org/news-feature/2020/08/11/Kony-LRA-Uganda-Congo-CAR?utm_source=The+New+Humanitarian&utm_campaign=8c5da6bec1-EMAIL_CAMPAIGN_2020_08_14_Weekly&utm_medium=email&utm_term=0_d842d98289-8c5da6bec1-75545741

Colombie/États-Unis. En 2008, Salvatore Mancuso, "le commandant en chef d'un groupe de milices d'extrême droite depuis dissous", a été expulsé vers les États-Unis où il a été jugé et condamné à 12 ans de prison pour trafic de cocaïne. La Colombie veut maintenant qu'il soit extradé; les tribunaux colombiens "l'ont jugé responsable de plus de 1500 actes de meurtre ou de disparition forcée", a rapporté *AP*, et à la fin du mois, les États-Unis auraient décidé de l'envoyer en Colombie. Non seulement le procureur américain de l'affaire des stupéfiants a interrogé Mancuso pendant plus de 200 heures au cours desquelles il a "raconté un massacre paramilitaire de civils", mais Mancuso a eu "plus de 300 vidéoconférences avec des enquêteurs et des victimes colombiens". La préservation des interviews et de la vidéo de la conférence est cruciale, qu'elles soient ou non utilisées dans un procès pour crimes contre l'humanité. <https://apnews.com/23e41f017ee062025b75baffad043eaf> ; https://www.washingtonpost.com/national/sources-us-stops-ex-colombia-warlords-deportation-to-italy/2020/08/31/4f28f3e0-eb86-11ea-bd08-1b10132b458f_story.html?emci=5b06db18-54ec-ea11-8b03-00155d0394bb&emdi=0852da07-57ec-ea11-8b03-00155d0394bb&ceid=4606001

En utilisant la Loi sur la liberté de l'information et le processus d'examen obligatoire de la déclassification, l'ONG *National Security Archive* a obtenu des documents qui "révèlent de nouveaux détails" sur les "liens présumés" de l'ancien président Alvaro Uribe Velez avec des narcotrafiquants et des groupes paramilitaires accusés de violations des droits de l'homme. Les archives comprennent des documents du secrétaire à la Défense, des rapports de la *Defense Intelligence Agency*, des câbles de l'ambassade des États-Unis à Bogota, une directive sur la décision présidentielle, un rapport de la CIA sur les liens de l'armée colombienne avec les forces paramilitaires et d'autres documents. <https://nsarchive.gwu.edu/briefing-book/colombia/2020-08-31/friends-el-viejo-declassified-records-detail-suspected-paramilitary-narco-ties-former-colombian>

Éthiopie/Arabie Saoudite/Yémen. *Human Rights Watch* a rapporté qu'"en avril 2020, les forces houthistes ont expulsé de force des milliers de migrants éthiopiens du nord du Yémen en utilisant le COVID-19 comme prétexte, tuant des dizaines de personnes et les forçant à se rendre à la frontière saoudienne ... [où] Les gardes-frontières saoudiens ont ensuite tiré sur les migrants en fuite, tuant des dizaines d'autres. Des gardes saoudiens ont emmené les migrants survivants dans des centres de détention dans des conditions déplorable. *HRW* a interrogé 13 des migrants, utilisé des "images satellites, des ensembles de données géo-spatiales" et passé en revue "des images et des vidéos de détenus" pour documenter les événements. Il a exhorté le Conseil des droits de l'homme de l'ONU à étendre et à renforcer le mandat du Groupe d'experts des Nations Unies sur le Yémen afin de "lui donner les moyens de recueillir, de consolider, de préserver et d'analyser les preuves, et de préparer des

dossiers et de clarifier la responsabilité des crimes internationaux les plus graves et des violations du droit international commis au Yémen depuis 2014”. <https://www.hrw.org/news/2020/08/13/yemen-houthis-kill-expel-ethiopian-migrants>

Inde/États-Unis. Le Centre des Droits de l’Homme de l’Association du Barreau Américain a publié un rapport sur les produits indiens de grès importés et vendus aux États-Unis par une chaîne d’approvisionnement de l’industrie du grès qui est “souvent compliquée, non réglementée et non transparente”. À l’aide de “données gouvernementales et privées”, y compris des “données commerciales sur l’importation de grès” provenant de la base de données mondiales sur les données sur les importations d’exportation et des entrevues avec 120 travailleurs des mines et d’autres personnes, les chercheurs ont constaté que “les importations des États-Unis peuvent probablement être attribuées à une chaîne d’approvisionnement entachée de graves violations des droits de l’homme”, y compris des “travailleurs soumis au travail forcé, chaîne liée aussi au travail forcé des enfants, au travail des enfants, aux bas salaires, aux risques pour la santé et à la sécurité au travail”. https://www.americanbar.org/content/dam/aba/administrative/human_rights/justice-defenders/tainted-stones-rajasthan-2020.pdf

ISIS/Royaume-Uni/États-Unis. Deux Britanniques (aujourd’hui déchus de leur citoyenneté) qui ont combattu avec l’Etat islamique et qui étaient “spécifiquement responsables de la détention et de la rançon de détenus étrangers” se trouvent maintenant dans une prison militaire américaine en Irak, a rapporté *Just Security*. Les États-Unis veulent qu’ils soient extradés vers les États-Unis pour être jugés pour crimes de guerre et infractions liées au terrorisme, mais la mère d’un homme a intenté une action en justice au Royaume-Uni “en faisant valoir que le partage de preuves entre le Royaume-Uni et les États-Unis” pour poursuivre l’affaire était illégal. La Cour suprême du Royaume-Uni a statué que “le Foreign Office du Royaume-Uni était tenu par la *Data Protection Act* de 2018 de demander l’assurance que la peine de mort ne serait pas appliquée par les États-Unis si l’information était partagée”, empêchant ainsi “l’utilisation de certains éléments de preuve (inestimables)”. Le procureur général des États-Unis, dans une lettre d’août, a confirmé “que les États-Unis ne demanderaient pas ou n’appliqueraient pas la peine de mort dans leur cas”. Les renseignements essentiels dont dispose le Royaume-Uni n’ont pas été précisés. https://www.justsecurity.org/72152/the-beatles-on-trial-obtaining-justice-for-victims-of-foreign-isis-fighters/?utm_source=SJAC+Weekly+Update&utm_campaign=9f12ea1737-EMAIL_CAMPAIGN_2019_01_10_02_56_COPY_01&utm_medium=email&utm_term=0_0a7405c641-9f12ea1737-90540617

Arabie saoudite/Émirats Arabes Unis/États-Unis/Yémen. L’inspecteur général du département d’État américain a publié un rapport “critiquant l’agence ayant échoué à ne pas prendre les mesures appropriées pour réduire les décès de civils dûs aux bombes de fabrication américaine utilisées par l’Arabie saoudite et les Émirats arabes unis dans la guerre catastrophique au Yémen”, a rapporté le *New York Times*. Le rapport avait une annexe classifiée avec des “discussions détaillées sur les victimes civiles”. Dans une note qui accompagnait le rapport, l’inspecteur général par intérim a écrit que “le département d’État avait enlevé des informations importantes de la partie classifiée envoyée au Congrès qui était nécessaire pour comprendre la conclusion de l’inspecteur général selon laquelle le Département n’avait pas fait assez pour s’assurer que les armes américaines ne seraient pas utilisées pour nuire aux civils”. <https://www.nytimes.com/2020/08/11/us/politics/pompeo-state-inspector-general-saudi-weapons-civilian-casualties.html>

États-Unis/Vietnam. Le directeur général de l’Institut de politique étrangère et d’études stratégiques de l’Académie diplomatique du Vietnam a publié un article dans *ISEAS* sur l’agent Orange comme un problème dans les relations entre les États-Unis et le Vietnam. Pendant la guerre entre le Vietnam et les États-Unis (1955-1975), près de 80 millions de litres de produits chimiques ont été pulvérisés au Vietnam, dont 61 % étaient toxiques. Les dommages à la fois aux personnes et à l’environnement ont été tragiques. Reconnaissant que des travaux ont commencé pour assainir les sols contaminés, les efforts déployés par les États-Unis pour “fournir de l’aide aux personnes ayant des problèmes de santé liés à l’exposition à l’agent Orange” sont, au mieux, lents. “L’un des obstacles critiques est l’écart entre les deux parties” sur le nombre de victimes, comme “le gouvernement américain a suggéré un nombre inférieur de victimes, contrairement aux statistiques officielles vietnamiennes”, qui, le soulignent les Vietnamiens, doit inclure l’impact sur “les générations de Vietnamiens nés après la guerre, avec des malformations congénitales encore en cours de documentation, même parmi les victimes de la troisième génération. On sait peu de choses sur la fin de ces effets biochimiques”. https://www.iseas.edu.sg/wp-content/uploads/2020/08/ISEAS_Perspective_2020_90.pdf

Nouvelles Nationales.

Australie. Le gouvernement a annoncé son nouveau site web, le Registre en ligne pour les déclarations d'esclavage moderne, "qui fera fonction de site central pour les déclarations de requises de milliers d'entreprises afin de se conformer à l'Acte législatif historique contre l'esclavage moderne de 2018".

<https://minister.homeaffairs.gov.au/jasonwood/Pages/government-marks-world-day-against-trafficking-in-persons-with-landmark-website.aspx>

Brésil. "La Cour supérieure de justice du Brésil a déterminé mercredi que Google doit fournir aux autorités de Rio de Janeiro des informations qui peuvent aider dans les enquêtes sur le meurtre de Marielle Franco, un . . . défenseur des droits de l'homme qui a été tué en mars 2018", a rapporté *teleSur*. Le procureur veut "des données des personnes qui avaient cherché des informations sur les activités de Franco via Google". Le juge a déclaré: "Les informations de Google ne posent pas un risque déraisonnable pour la vie privée et l'intimité des utilisateurs et qu'il est nécessaire de tenir compte des particularités de ce crime". https://www.telesurenglish.net/news/Google-Must-Share-Data-Related-To-Marielle-Franco-Murder-Case-20200827-0004.html?utm_source=planisys&utm_medium=NewsletterIngles&utm_campaign=NewsletterIngles&utm_content=11

Les chercheurs qui étudient l'Amazonie ont constaté que "les territoires autochtones ayant tous les droits de propriété ont vu leur déforestation annuelle se réduire de 66 % par rapport aux terres extérieures à leurs frontières", a rapporté la Fondation Thomson Reuters. Ils ont étudié les taux de déforestation entre 1982 et 2016 à l'aide de données satellitaires de la NASA, des cartes obtenues auprès de l'agence brésilienne pour les personnes autochtones et des cartes routières de l'Institut brésilien de géographie et de statistiques, ainsi que des données sur l'altitude, les précipitations, le débit des rivières et d'autres provenant de diverses sources. L'un des coauteurs a écrit : "Nos résultats suggèrent que non seulement les territoires autochtones jouent un rôle dans le domaine des droits de l'homme, mais qu'ils constituent un moyen rentable pour les gouvernements de préserver leurs zones boisées". https://news.trust.org/item/20200810181208-nk9j1/?utm_campaign=new-climate&utm_medium=newsletter&utm_source=topPicks&utm_content=link4&utm_contentItemId=20200810181208-nk9j1; <https://phys.org/news/2020-08-indigenous-property-rights-amazon-rainforest.html>; <https://www.pnas.org/content/pnas/suppl/2020/08/05/1917874117.DCSupplemental/pnas.1917874117.sapp.pdf>

L'Institut de Recherche Environnemental sur l'Amazonie (IPAM) a indiqué que "le taux de décès parmi les résidents autochtones de l'Amazonie, d'après les données recueillies jusqu'au 7 août, était 247 % plus élevé que dans la population générale", a indiqué la Fondation Thomson Reuters. Les données ont été fournies par la Coordination des organisations autochtones de l'Amazonie brésilienne (COAIB). Un responsable du COAIB a déclaré qu'en plus de soins de santé inadéquats dans les régions autochtones, la population est "placée dans une situation de vulnérabilité" par "l'entrée continue dans les terres indigènes par des mineurs illégaux, des bûcherons et d'autres personnes porteuses du virus [COVID-19]". Un chercheur de l'IPAM a souligné que "les gens en Amazonie sont également devenus plus vulnérables ... parce que beaucoup, à la suite de la destruction dans leurs territoires, ont maintenant besoin de se rendre dans les villes pour acheter de la nourriture. Elle l'a appelée "la tempête parfaite" de la vulnérabilité. <https://news.trust.org/item/20200814155610-434i2/>

Cambodge. Un tribunal de la province de Banteay Meanchey mène une enquête sur une plainte déposée par un groupe de familles selon laquelle treize hommes d'affaires locaux ont pris leurs terres "en fabriquant des documents et en soudoyant des fonctionnaires du Cadastre pour qu'ils enregistrent des terres". <https://cambojanews.com/families-file-complaint-in-long-running-land-dispute-with-businessman/>

Chine. Des chercheurs du Citizen Lab de l'Université de Toronto (Canada) ont constaté qu'"entre janvier et mai de cette année, plus de 2 000 mots clés liés à la pandémie ont été supprimés sur la plateforme de messagerie chinoise WeChat, qui compte plus d'un milliard d'utilisateurs au pays. Bon nombre des termes censurés faisaient référence à des événements et à des organisations aux États-Unis", a rapporté *WIRED*. https://www.wired.com/story/wechat-chinese-internet-censorship-coronavirus/?utm_source=nl&utm_brand=wired&utm_mailing=WIR_Daily_082820_Science&utm_campaign=aud-dev&utm_medium=email&utm_term=WIR_Science&bxid=5c48efcf2ddf9c4807adf975&cndid=53684912&esrc=&source=EDT_WIR_NEWS_LETTER_0_SCIENCE_ZZ

Colombie. Dans une déclaration commune le 17 août, deux organisations des Nations Unies en Colombie ont écrit : "Jusqu'à présent cette année, le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme a documenté 33 massacres et assuré le suivi de 97 meurtres de défenseurs des droits de l'homme, dont 45 ont été recensés à ce jour. De son côté, la Mission de vérification des Nations Unies a vérifié 41 meurtres de personnes en cours de réincorporation au premier semestre 2020, enregistrant une augmentation de 10% des meurtres contre ces personnes par rapport au premier semestre 2019. Au total, 215 anciens combattants ont été tués depuis la signature de l'Accord de paix en novembre 2016". <http://>

www.dailystar.com.lb/News/World/2020/Aug-18/510456-un-condemns-spike-in-colombia-massacres.ashx?emci=dd6dc7b8-53e1-ea11-8b03-00155d0394bb&emdi=f73e82f3-53e1-ea11-8b03-00155d0394bb&ceid=4606001; <https://colombia.unmissions.org/comunicado-conjunto-del-equipo-de-pa%C3%ADs-de-naciones-unidas-en-colombia-y-la-misi%C3%B3n-de-verificaci%C3%B3n-de>

Égypte. Le gouvernement a adopté une nouvelle loi qui accorde aux femmes et aux filles qui signalent le harcèlement sexuel ou les agressions un “droit automatique à l’anonymat”, a rapporté la Fondation Thomson Reuters. Il sera important de surveiller le nombre de nouveaux rapports déposés pour voir si la loi augmentera le signalement de la violence sexuelle. <https://news.trust.org/item/20200816164340-ppsxh/>

In July, Assault Police, an Instagram account “with more than 180,000 followers that aims to expose sex attackers,” wrote that in 2014 “six men from powerful families” gang-raped “a girl in the Fairmont Hotel,” Thomson Reuters Foundation reported. The public prosecutor ordered their arrest. Assault Police previously “named a university student from a wealthy family accused of raping and blackmailing multiple women;” he was subsequently arrested. Despite these positive moves to arrest the men accused, the prosecutors also “recently charged several women for ‘inciting debauchery’ with songs and dances in TikTok videos.” <https://news.trust.org/item/20200825104244-84mqa/>

En juillet, *Assault Police*, un compte Instagram “avec plus de 180.000 suiveurs qui vise à dénoncer les agresseurs sexuels”, a écrit qu’en 2014 “six hommes issus de familles puissantes” ont violé “une fille à l’hôtel Fairmont”, a rapporté la Fondation Thomson Reuters. Le procureur a ordonné leur arrestation. *Assault Police* avait auparavant “nommé un étudiant universitaire d’une famille a riche accusée d’avoir violé et fait chanter plusieurs femmes”, il a par la suite été arrêté. Malgré ces mesures positives visant à arrêter les hommes accusés, les procureurs ont également “récemment accusé plusieurs femmes d’avoir incité à la débauche” avec des chansons et des danses dans des vidéos de TikTok”. <https://news.trust.org/item/20200825104244-84mqa/>

El Salvador. *El Faro* published an essay arguing that the government’s advertisement of a reformed “New Armed Forces” is propaganda: “I see an Armed Forces anxious to regain prominence and power, one that genuflects before the strongman and remains closed to history, refusing to open the archives and allowing the victims of crimes perpetrated by its members to know the truth. All of this despite the president’s ‘forceful’ commitment to open the archives, from A to Z, on November 1st of last year.” https://elfaro.net/en/202008/columnas/24753/Violating-the-Constitution-the-Real-News-within-the-Armed-Forces.htm?utm_source=DB+El+Faro+English&utm_campaign=91e90030f4-EMAIL_CAMPAIGN_2020_04_22_01_08_COPY_01&utm_medium=email&utm_term=0_3ec9190c89-91e90030f4-363082696

Salvador. *El Faro* a publié un essai affirmant que la publicité du gouvernement d’une réforme des “nouvelles forces armées” est de la propagande : “Je vois une armée soucieuse de reprendre de l’importance et du pouvoir, une force qui s’impose devant l’homme fort et reste fermée à l’histoire, refusant d’ouvrir les archives et permettant aux victimes de crimes perpétrés par ses membres de connaître la vérité. Tout cela malgré l’engagement énergique du président d’ouvrir les archives, de A à Z, le 1er novembre de l’année dernière”. https://elfaro.net/en/202008/columnas/24753/Violating-the-Constitution-the-Real-News-within-the-Armed-Forces.htm?utm_source=DB+El+Faro+English&utm_campaign=91e90030f4-EMAIL_CAMPAIGN_2020_04_22_01_08_COPY_01&utm_medium=email&utm_term=0_3ec9190c89-91e90030f4-363082696

Guatemala. In a positive development, the Constitutional Court granted three Indigenous communities the legal ownership of their traditional communal lands, *Nomada* reported, translated into English by *El Faro*. The residents of Morola, Jocotan and Nebaj “have long fought for legal recognition of their ownership over large swaths of land expropriated through fraudulent record-keeping practices.” The decision for Jocotan is especially significant because “not only did the court recognize the right of the Ch’orti’ communities to about 600 caballerias of land (2,700 hectares), it also affirmed the official existence of the Ch’orti’ people, a fact long denied by municipal authorities” which had led to social and economic exploitation. https://elfaro.net/en/202008/internacionales/24759/Indigenous-Communities-in-Guatemala-Push-Back-Against-Government-Land-Grabs.htm?utm_source=DB+El+Faro+English&utm_campaign=c367ab3feb-EMAIL_CAMPAIGN_2020_04_22_01_08_COPY_01&utm_medium=email&utm_term=0_3ec9190c89-c367ab3feb-363082696

Guatemala. Dans un développement positif, la Cour constitutionnelle a accordé à trois communautés autochtones la propriété légale de leurs terres communales traditionnelles, a rapporté *Nomada*, traduit en anglais par *El Faro*. Les résidents de Morola, Jocotan et Nebaj “se sont battus depuis longtemps pour la reconnaissance légale de leur propriété sur de vastes étendues de terres expropriées par des pratiques frauduleuses de tenue de archives”. La décision de Jocotan est d’autant plus importante que “non seulement le tribunal a reconnu le droit des communautés ch’orti’ à environ 600 caballerias de terres (2 700 hectares), mais elle a également confirmé l’existence officielle du peuple Ch’orti, un fait longtemps nié par les autorités municipales” qui avait conduit à l’exploitation sociale et économique. https://elfaro.net/en/202008/internacionales/24759/Indigenous-Communities-in-Guatemala-Push-Back-Against-Government-Land-Grabs.htm?utm_source=DB+El+Faro+English&utm_campaign=c367ab3feb-EMAIL_CAMPAIGN_2020_04_22_01_08_COPY_01&utm_medium=email&utm_term=0_3ec9190c89-c367ab3feb-363082696

Israël. *The State Comptroller reported that “about 1,300,000 historical files in the Israel State Archives are hidden from the public eye, despite the fact that the confidentiality assigned to them by Israeli law has expired,” two researchers wrote in the Jerusalem Post. They pointed out that courts have upheld withholding of official records “regarding Israeli defense exports to dictatorships.” They believe that in addition to continuing to press for disclosure, Israeli researchers must “adopt oral history methodology more rigorously in the field of Israeli diplomatic history, in order to help document important hidden histories.”* <https://www.jpost.com/opinion/israeli-archives-censorship-regulations-and-oral-history-639569>

Israël. Le contrôleur d’État a indiqué qu’“environ 1 300 000 dossiers historiques dans les Archives de l’État d’Israël sont cachés aux yeux du public, malgré le fait que la confidentialité qui leur a été assignée par la loi israélienne a expiré”, ont écrit deux chercheurs dans le *Jerusalem Post*. Ils ont souligné que les tribunaux ont confirmé la rétention des documents officiels “concernant les exportations israéliennes de défense vers les dictatures”. Ils estiment qu’en plus de continuer à faire pression pour obtenir la divulgation, les chercheurs israéliens doivent “adopter plus rigoureusement la méthodologie de l’histoire orale dans le domaine de l’histoire diplomatique israélienne, afin d’aider à documenter d’importantes histoires cachées”. <https://www.jpost.com/opinion/israeli-archives-censorship-regulations-and-oral-history-639569>

Japon. *In May 2019 “Japan enforced a law saying for the first time that the Ainu are an indigenous people in Hokkaido,” Kyodo News reported. Members of an Ainu cultural preservation body are suing the government saying that as an indigenous people they are exempt from a ban on commercial fishing in rivers. “The focal points of the suit are expected to center on issues such as the legality of the land dispossession [of the Ainu] by the Meiji government [1868-1912] and whether the recovery of fishing rights is applicable to the group.” Government records and those of cultural organizations and individuals will be important evidence.* <https://english.kyodonews.net/news/2020/08/b117fbdeae50-ainu-minority-files-lawsuit-against-govt-on-salmon-fishing-rights.html>

Japon. En mai 2019, “le Japon a appliqué une loi disant pour la première fois que les Ainu sont un peuple indigène à Hokkaido”, a rapporté *Kyodo News*. Les membres d’un organisme de préservation culturelle d’Ainu poursuivent le gouvernement en disant qu’en tant que peuple autochtone, ils sont exemptés d’une interdiction de la pêche commerciale dans les rivières. “On s’attend à ce que les points focaux de la poursuite se concentrent sur des questions telles que la légalité de la dépossession des terres [de l’Ainu] par le gouvernement Meiji [1868-1912] et si le recouvrement des droits de pêche est applicable au groupe”. Les documents gouvernementaux et ceux des organismes culturels et des particuliers seront des preuves importantes. <https://english.kyodonews.net/news/2020/08/b117fbdeae50-ainu-minority-files-lawsuit-against-govt-on-salmon-fishing-rights.html>

Liban. L’énorme explosion de 2 750 tonnes de nitrate d’ammonium stockée dans le port de Beyrouth a fait au moins 200 morts et environ 6 000 blessés. *BBC News* a rapporté que l’ammonium était là depuis 2014; “Des documents distribués en ligne semblaient montrer que les douaniers ont envoyé des lettres à un juge des affaires urgentes à Beyrouth pour obtenir des conseils sur la façon de le vendre ou de s’en débarrasser au moins six fois de 2014 à 2017”. www.bbc.com/news/world-middle-east-53683082

As protests spread in the wake of the explosion, police turned to using lead bullets to contain the crowds, demonstrators told L’Orient Le Jour. The president of a bar association said, “I have seen victims who received lead shot in the face, in the heart, in the hands . . . We are in the process of putting together cases, six are currently in progress, with the help of volunteer lawyers and doctors, in order to file a complaint.” They have “a set of clues made up of testimonials, videos and photos [which] illustrate and clarify the reality of these figures. A chest x-ray shows the dozens of micro-impacts that a single shot of these multiple lead shot cartridges can create.” <https://www.lorientlejour.com/article/1228873/des-armes-illegales-ont-elles-ete-utilisees-contre-les-manifestants-samedi-.html?fbclid=IwAR0EXf9RXrc3Yf09qExDI0g9mtDWp9SloyJw8nqqu5YIgfE5JSM2fnKhDk>

Alors que les manifestations se propageaient à la suite de l’explosion, la police a utilisé des balles de plomb pour contenir la foule, ont déclaré des manifestants à *L’Orient Le Jour*. Le président d’une association du barreau a déclaré: “J’ai vu des victimes qui ont reçu une balle de plomb dans le visage, dans le cœur, dans les mains . . . Nous sommes en train de monter des dossiers, six sont actuellement en cours, avec l’aide d’avocats bénévoles et de médecins, afin de déposer une plainte. Ils ont “ un ensemble d’indices composés de témoignages, de vidéos et de photos [qui] illustrent et clarifient la réalité de ces chiffres. Une radiographie thoracique montre les dizaines de micro-impacts qu’un seul coup de ces cartouches de plomb multiples peut créer.” <https://www.lorientlejour.com/article/1228873/des-armes-illegales-ont-elles-ete-utilisees-contre-les-manifestants-samedi-.html?fbclid=IwAR0EXf9RXrc3Yf09qExDI0g9mtDWp9SloyJw8nqqu5YIgfE5JSM2fnKhDk>

Mexique. Fin juillet, le gouvernement a annoncé qu’il “construira jusqu’à 20 projets de travaux publics dans une région du sud de l’État du Chiapas qui a été le théâtre du massacre de 45 villageois autochtones en 1997”, que le ministère de l’Intérieur a qualifié de “partie d’un plan visant à fournir des réparations aux proches et aux survivants du massacre [de 1997] dans le hameau d’Acteal”. Cela a été suivi par une annonce du gouvernement en août selon laquelle il mettra en place une Commission de

justice pour le peuple Yaqui, qui a été massacré, expulsé de force de ses terres dans le nord du Mexique au début des années 1900, et relocalisé soit dans “un territoire moins précieux ou à l’esclavage virtuel sur les haciendas”, a rapporté AP. La Commission doit “élaborer des revendications de longue date en matière d’eau et de terres et fournir des logements, des écoles et des installations médicales à la communauté pauvre de Yaqui”. Les réparations et les réclamations exigent l’accès aux records pertinents. <https://www.borderreport.com/regions/arizona/mexico-sets-up-justice-commission-for-yaqui-indigenous-people/?emci=4ed8a82d-6cdd-ea11-8b03-00155d0394bb&emdi=0510043c-6ddd-ea11-8b03-00155d0394bb&ceid=4606001>; <https://www.borderreport.com/regions/mexico/mexico-to-build-public-works-in-reparation-for-1997-chiapas-massacre/>

El Universal a publié des extraits de vidéo qui proviennent d’une fusillade à Nuevo Laredo lorsque 12 personnes ont été tuées. Selon Reuters, “La vidéo, apparemment filmée à partir d’une caméra casque, montre un soldat tirant une arme montée à partir d’un camion de l’armée accélérant le long d’une autoroute sombre”. Le camion de l’armée est arrêté par une camionnette, plus de tir, puis un cri de “Il est vivant”, suivie par l’ordre, “Tuez-le!”. Reuters a déclaré qu’il n’a pas été en mesure de vérifier le contenu de la vidéo. Le président Lopez Obrador a demandé une enquête. <https://www.theguardian.com/world/2020/aug/24/mexicos-president-calls-for-investigation-into-order-to-kill-survivor-of-shootout>

L’Observatoire des déplacements internes du Conseil norvégien pour les réfugiés a indiqué que 345 000 Mexicains sont déplacés à l’intérieur du pays, forcés de quitter leurs foyers par la violence, a rapporté *The New Humanitarian*. La Commission indépendante pour la défense et la promotion des droits de l’homme du pays a déclaré dans son rapport annuel 2019 que “8 864 personnes ont été forcées de quitter leur foyer dans 28 incidents dans 8 des 32 États du Mexique”, l’État de Guerrero ayant le plus grand nombre de personnes déplacées. La conciliation de ces chiffres suggère que plus de 336 000 personnes ont été déplacées avant 2019, ce qui indique un problème de déplacement de longue date. https://www.thenewhumanitarian.org/news-feature/2020/08/25/Mexico-internal-displacement-crisis-conflict?utm_source=The+New+Humanitarian&utm_campaign=laf39c9cac-EMAIL_CAMPAIGN_2020_08_28_Weekly&utm_medium=email&utm_term=0_d842d98289-laf39c9cac-75545741

Myanmar. “L’ethnicité est devenue centrale pour la citoyenneté, les droits fondamentaux, la politique et les conflits armés au Myanmar”, a écrit *l’International Crisis Group* (ICG). L’État reconnaît 135 groupes ethniques, apparemment fondés sur le dernier recensement colonial britannique en 1931 (avec quelques variations). “La loi de 1948 sur la citoyenneté précisait que, pour être considéré comme autochtone, un groupe devait avoir établi sa résidence permanente au Myanmar avant 1823”, et lorsque la liste de ces groupes a été publiée dans les années 1990, elle excluait les Rohingyas. “Cette liste amateur s’appuyant sur des sources coloniales douteuses vieilles de 100 ans continue d’être la base pour déterminer la citoyenneté, la franchise et d’autres droits dans le Myanmar contemporain, avec des conséquences potentiellement mortelles”. L’ICG a recommandé : “La citoyenneté ne devrait pas être liée à l’ethnicité en modifiant la loi de 1982 sur la citoyenneté et en supprimant les identificateurs ethniques et religieux sur les cartes d’identité nationales et autres documents gouvernementaux”. <https://www.crisisgroup.org/>

Pakistan. La communauté ahmadie, “acceptée comme une secte minoritaire de l’islam au moment de l’indépendance du pays en 1947”, a été déclarée “non-musulmane” par un amendement de 1974 à la Constitution du pays, a expliqué la *South Asia Intelligence Review*. Si un Ahmadi pratique un comportement religieux, il “sera puni d’emprisonnement [...] pour une durée pouvant aller jusqu’à trois ans et passible d’une amende”. Cependant, c’est doux par rapport à ce qui se passe, selon le Groupe parlementaire multipartite britannique pour la communauté musulmane ahmadiyya, dont le rapport de juillet a déclaré qu’entre 1984 et juillet 2020 “au moins 269 musulmans ahmadis ont été tués pour des raisons de foi” et les Ahmadis se voient refuser l’accès à l’éducation ou stigmatisés “par des abus physiques et émotionnels de la part des enseignants et des autres élèves”. La revue *South Asia Intelligence Review* a indiqué que depuis mars 2000, date à laquelle elle a commencé à compiler des données sur la situation des Ahmadis, “au moins 128 Ahmadis ont été tués et 113 blessés dans 28 incidents”. Pour le contexte, voir *Nouvelles GTDH*, novembre 2019. <https://satp.org/south-asia-intelligence-review-Volume-19-No-9>

Afrique du Sud. Une coalition d’organisation des droits de l’homme a lancé un site web qui permet aux gens de rapporter les brutalités policières. Depuis le début du lancement en avril, plus de 100 personnes ont fait état de coups, d’abus verbal, de torture et d’humiliation ... 80% de ces signalements proviennent de zone a revenus modérés,” a rapporté la Fondation Thomson Reuters. <https://news.trust.org/item/20200803153908-65o21/>

Syrie. Le *New Humanitarian* a publié les deuxième et troisième articles de sa série sur le système de documentation en panne de la Syrie. Un chercheur de *Human Rights Watch* a déclaré à la publication: “Des documents défectueux ou manquants affectent tous les aspects de la vie d’un Syrien”. Les groupes dans les zones non contrôlées par l’État ont mis en place des systèmes d’enregistrement, mais comme le gouvernement central reprend le contrôle de ces zones “portant un document estampillé par l’opposition pourrait potentiellement entraîner la persécution par les agences de sécurité de l’État”. Un responsable humanitaire a déclaré: “nous n’avons trouvé aucun autre conflit où le risque de représailles liés à un document d’identité est si répandu”. https://www.thenewhumanitarian.org/analysis/2020/08/03/syria-broken-documentation-system?utm_source=The+New+Humanitarian&utm_campaign=75d3a8d648-EMAIL_CAMPAIGN_2020_08_07_Weekly&utm_medium=email&utm_term=0_d842d98289-75d3a8d648-75545741

Le Réseau syrien pour les droits de l’homme (SNHR) a présenté un rapport au Comité des droits de l’homme de l’ONU sur les violations les plus notables des droits de l’homme commises par le régime syrien au cours des quatre dernières années. Elle a noté que le gouvernement syrien n’avait présenté aucun rapport au Comité depuis 2004, de sorte que le SNHR a présenté un “rapport fantôme” fondé sur des informations contenues dans sa base de données. Parmi les points qu’il a mis en évidence figurent “l’enregistrement des personnes disparues de force comme décédées dans les services de l’état civil” sans en informer préalablement les familles; la “mise en œuvre des décisions secrètes rendues par les tribunaux militaires sur le terrain à l’encontre des détenus qui ont disparu des prisons centrales” et les accusations portées “sur la base de témoignages recueillis auprès de détenus par le régime, témoignages obtenus sous la contrainte, l’intimidation et la torture, qui sont documentés dans les rapports des autorités de sécurité du régime, les détenus étant forcés de placer leurs empreintes digitales comme une “signature” sur le rapport de contrainte”. http://sn4hr.org/wp-content/pdf/english/Sn4hr_submits_a_report_to_the_United_Nations_Human_Rights_Committee_on_the_most_prominent_violations_committed_by_the_Syrian_regime_during_the_past_four_years_en.pdf

Le SNHR a aussi publié son rapport annuel sur les disparitions forcées en Syrie; il décrit la méthodologie de la base de données utilise pour compiler les statistiques. Le SNHR a déclaré qu’au moins 84 371 individus, y compris 1738 enfants et 4982 femmes, ont été classés comme des personnes disparues par la force. Le régime syrien est responsable de 84,82% du nombre total des cas de disparition forcée”. <http://sn4hr.org/blog/2020/08/30/55402/>

Royaume-Uni. La cour d’appel a trouvé que l’usage de technologie de la reconnaissance faciale par les forces de l’ordre de Galles du sud “enfrentent la vie privée, la protection des données et les régulations d’égalité,” selon la Fondation Thomson Reuters. La cour a déclaré que l’on avait donné des instructions trop souples à la police, avec aucune recommandation claire sur les lieux ou la technologie pouvait être utilisée et qui pouvait être mis sur une liste de surveillance. Elle a aussi découvert que les forces de l’ordre de Galles du Sud avaient échoué à prendre des mesures raisonnables pour savoir si leur logiciel contenait des biais raciaux et de genre and qu’une évaluation sur l’impact, requise pour traiter des données personnelles, n’avait pas été faite.” <https://news.trust.org/item/20200811143409-qxket/>

États-Unis. Les États-Unis continuent d’avoir un nombre étonnamment élevé de fusillades mortelles. Selon le site *Killed by Police*, 88 personnes ont été tuées par la police en août, tandis que *Statista* affirme qu’à partir de janvier jusqu’au 30 août, 661 civils ont été abattus, dont 123 Noirs et 80 hispaniques. <https://www.statista.com/statistics/1123070/police-shootings-rate-ethnicity-us/>; <https://killedbypolice.net/kbp2020/>; <https://mappingpoliceviolence.org/nationaltrends> Bon nombre, même la plupart, des fusillades policières actuelles sont filmées, par un témoin ou par une caméra de police. C’est cette documentation qui a galvanisé le mouvement pour changer fondamentalement la culture et les pratiques des services de police partout au pays. À titre d’exemple, voir: https://www.vice.com/en_us/article/n7w9kq/video-shows-dying-black-man-told-cops-i-cant-breathe-29-times?utm_source=iterable&utm_medium=email&utm_campaign=curated_vice_daily_1420164; https://search.aol.com/click/?_ylt=AwrJ7FvlAFVfc0sAHQZpCwVH;_ylu=Y29sbwNiZjEEcG9zAzEEEdnRpZAMec2VjA3Ny/RV=2/RE=1599435110/RO=10/RU=https%3a%2f%2fabnews.go.com%2fUS%2fwireStory%2fcrump-represent-black-man-shot-killed-la-deputies-72775660/RK=0/RS=OzZOZcgtgzsWvTmHMjsbMDDWR4-; <https://www.nbcnews.com/news/us-news/california-police-officer-captured-video-killing-black-man-walmart-charged-n1239154>

La patrouille frontalière américaine a fait un raid dans un camp humanitaire à la frontière américano-mexicaine, géré par l’ONG *No More Deaths*, et arrêté plus de 30 immigrants sans papiers qui recevaient des soins médicaux, a rapporté *The Intercept*. “Les agents ont ligoté les mains des bénévoles derrière le dos ... et confisqué leurs téléphones cellulaires ainsi que les dossiers médicaux de l’organisation. Les agents ont filmé l’opération”. Un bénévole a dit : “Ils sont allés dans notre bureau et ont pris tous les papiers ... Ils ont pris toutes nos notes SOAP [documents utilisés pour documenter les conditions

médicales et les soins], tous nos dossiers médicaux et le téléphone de chaque bénévole. *L'Intercept* a demandé les images de la caméra, mais ne les a pas reçues, et au moment de la rédaction “les téléphones et les documents d'aide humanitaire restent en possession de la patrouille frontalière”. https://theintercept.com/2020/08/02/border-patrol-raid-arizona-no-more-deaths/?utm_medium=email&utm_source=The%20Intercept%20Newsletter

La Cour d'appel des États-Unis a déclaré que la justice fédérale surfacture le public pour l'accès aux dossiers judiciaires en ligne, a rapporté le *Washington Post*. “ Si de vastes pans du public n'ont pas les moyens de payer les frais requis pour accéder aux dossiers judiciaires, cela diminuera la capacité du public de participer au processus judiciaire et de vérifier le processus judiciaire – une composante essentielle dans notre structure d'auto-gouvernement,” a déclaré la Cour. Le tribunal “a limité les frais au montant nécessaire pour couvrir le coût de l'accès à l'information sur le dossier en ligne.” https://www.washingtonpost.com/local/legal-issues/federal-judiciary-is-overcharging-for-access-to-public-records-online-court-says/2020/08/06/3a8d7930-d7ed-11ea-aff6-220dd3a14741_story.html

Une cour fédérale dans l'état de l'Idaho a statué que “ les officiels de l'Idaho doivent autoriser les personnes transgenres nées dans l'état à changer de sexe sur leur certificat de naissance”, a rapporté la Fondation Thomson Reuters. <https://news.trust.org/item/20200808162750-k8k7m/>

Des chercheurs de l'Université de Boston ont utilisé les données de l'étude sur la santé des femmes noires, “une enquête historique qui a suivi 59 000 femmes afro-américaines depuis 1995”, pour “voir comment le racisme pourrait avoir un impact sur la cognition [pensée]”, ont-ils rapporté dans *The Conversation*. En 1997 et 2009, ils ont interrogé 17 000 femmes “sur leur expérience du racisme interpersonnel et institutionnel” et, en 2015, ils ont posé “six questions pour mesurer la fonction cognitive subjective”. Ils ont constaté que les femmes ayant obtenu le score le plus bas sur “la fonction cognitive” “ont également signalé le plus haut niveau de racisme quotidien et institutionnel”. https://theconversation.com/racism-linked-to-cognitive-decline-in-african-american-women-143792?utm_medium=email&utm_campaign=Latest%20from%20The%20Conversation%20for%20August%2017%202020&utm_content=Latest%20from%20The%20Conversation%20for%20August%2017%202020+Version+A+CID_456e3674731e783a2f4d3f089feec9f0&utm_source=campaign_monitor_us&utm_term=Racism%20linked%20to%20cognitive%20decline%20in%20African%20American%20women

CNN a rapporté que des chercheurs de l'Université George Mason “ont analysé les données capturant 1,8 million de naissances à l'hôpital en Floride entre 1992 et 2015”. L'étude “fournit la première preuve que l'écart de mortalité des nouveau-nés noir-blanc est plus faible lorsque les médecins noirs fournissent des soins aux nouveau-nés noirs que lorsque les médecins blancs le font, ce qui appuie la recherche sur l'importance de la concordance raciale dans la lutte contre les inégalités en matière de soins de santé”. <https://www.cnn.com/2020/08/18/health/black-babies-mortality-rate-doctors-study-wellness-scli-intl/index.html>

Utilisant les données de *Blue Leaks* (voir Technologie), *The Intercept* a rapporté qu'à la requête de l'industrie éolienne, le FBI et le département de Sécurité Intérieure “ ont simulé des attaques contre des installations qui, selon eux, n'étaient pas menacées. Les documents fournissent “une image détaillée de la façon dont les organismes d'application de la loi de l'État, du gouvernement fédéral et locaux ont utilisé l'étiquette ‘extrémiste de l'environnement’ pour guider leurs services de police.” <https://theintercept.com/2020/08/24/fbi-fusion-center-environmental-wind/>

Un tribunal fédéral a ordonné à l'*Occupational Safety and Health Administration* (OSHA) de donner à *Reveal* les “registres des blessures” signalés par les entreprises de 250 employés ou plus et les lieux de travail des industries à risque élevé de 20 employés ou plus. Elle a constaté que seuls “environ 60% des établissements censés soumettre des données pour 2016” l'ont fait; certaines entreprises du *Fortune 500* n'ont pas donné les données; et certaines entreprises avaient des “taux de blessure élevés pour leurs secteurs”. Un responsable de l'OSHA a déclaré à un tribunal qu'en 2017 et 2018, il avait reçu des données de moins de la moitié des lieux de travail couverts. Le chef de l'OSHA sous l'administration Obama a déclaré: “Cette décision de justice est un changement. La divulgation publique des taux de blessures va remodeler la façon dont les employeurs, les travailleurs et le public pensent au coût social des biens et services que nous consommons”. <https://www.revealnews.org/article/many-us-workplaces-required-to-report-injuries-flouted-new-labor-department-rule/>

Les usines d'emballage de viande sont l'un des centres d'infections du COVID-19 aux États-Unis. *ProPublica* a utilisé les lois sur les documents publics des États dotés de grandes installations d'emballage de viande pour obtenir des records qui montraient que “depuis plus d'une douzaine d'années, des entreprises critiques comme les emballeurs de viande ont été averties qu'une pandémie allait arriver”. Un expert en maladies infectieuses a expliqué que le système de santé américain “

enregistre rarement l'industrie ou la profession lorsqu'il envoie les résultats de laboratoire aux organismes de santé publique et aux CDC [Centers for Disease Control and Prevention]. Il s'agit d'un problème particulier lié au COVID-19, ce qui retarde la capacité des épidémiologistes de reconnaître les éclosions liées au milieu de travail". https://www.propublica.org/article/meatpacking-companies-dismissed-years-of-warnings-but-now-say-nobody-could-have-prepared-for-covid-19?utm_source=STAT+Newsletters&utm_campaign=09078b524f-MR_COPY_01&utm_medium=email&utm_term=0_8cab1d7961-09078b524f-149736437#989716

Venezuela. *Human Rights Watch* a rapporté que depuis que l'état d'urgence a été invoqué mi-mars, "les autorités vénézuéliennes ont arbitrairement détenu et poursuivi des dizaines de journalistes, de travailleurs de la santé, d'avocats des droits de l'homme et d'opposants politiques". En utilisant des cas rapportés par des ONG et des médias, HRW "a identifié des cas impliquant 162 personnes qui auraient été victimes de harcèlement, de détention ou de poursuites entre mars et juin" tandis que l'ONG *Foro Penal* "a signalé 257 arrestations arbitraires entre mars et juillet". HRW a déclaré que "les avocats des accusés ont régulièrement un accès limité aux dossiers judiciaires et aux procureurs, en raison des fermetures de tribunaux liés au COVID-19" et que "les forces de sécurité ont également confisqué des téléphones portables et des ordinateurs portables aux journalistes et les ont forcés à effacer des photos ou des vidéos". <https://www.hrw.org/news/2020/08/28/venezuela-police-state-lashes-out-amid-covid-19>

Lectures recommandées. Le 26e rapport annuel - Rapport annuel 2020 - du Réseau des historiens concernés, couvrant l'intersection de l'histoire et des droits de l'homme dans 91 pays, est disponible en version pdf : <http://www.concernedhistorians.org/content/ar.html>

Meatspace Press a publié *Data Justice et COVID-19: Global Perspectives*, une collection en libre accès de 38 essais de 60 auteurs couvrant des événements dans plus de 30 pays: <https://meatspacepress.com/>

Reuters a appliqué la technologie de l'IA à 100 ans de vidéo : <https://www.reuters.com/article/rpb-lavita-video-archive/reuters-applies-ai-technology-to-100-years-of-archive-video-to-enable-faster-discovery-supported-by-google-dni-idUSKCN2591VO>

Baekkwon Park, Kevin Greene, Michael Colaresi, "Les droits de l'homme sont (de plus en plus) pluriels : apprendre la taxonomie changeante des droits de l'homme à partir d'un texte à grande échelle révèle des effets d'information," *American Political Science Review*: <https://www.cambridge.org/core/journals/american-political-science-review/article/human-rights-are-increasingly-plural-learning-the-changing-taxonomy-of-human-rights-from-largescale-text-reveals-information-effects/F202F327EA8F4CF52D2E65EB48D409D3/share/8c43e93c9bf2c97ebb19fa929f46723c7669a40#>

Jane Arraf, "En Irak, les autorités continuent de lutter contre le pillage des antiquités *NPR*:" <https://www.npr.org/2020/08/20/886540260/in-iraq-authorities-continue-to-fight-uphill-battle-against-antiquities-plunder>

Ana Karina Zatarain, "Recherche avec les mères des disparus du Mexique," *The New Yorker*: https://www.newyorker.com/news/dispatch/searching-with-the-mothers-of-mexicos-disappeared?utm_source=nl&utm_brand=tny&utm_mailing=TNY_Daily_080520&utm_campaign=aud-dev&utm_medium=email&bxid=5c48efcf2ddf9c4807adf975&cndid=53684912&hasha=8fcd7efd9e9d6389b9f914ad34a5948d&hashb=be86af3880f5d49a71f804266e79b70bb4fa408d&hashc=f553fa26cd5d27697a335ab74e22a11c9b48c47784712d14145ae3c0ed4aad10&esrc=bounceX&utm_term=TNY_Daily

Merci de partager avec nous ! trudy@trudypeterson.com

La Section des archives et des droits de l'homme est reconnaissante au magazine d'archives italien en ligne *Il Mondo degli Archivi* d'avoir géré la distribution de La Lettre d'Information de la SADH. Pour vous abonner aux Nouvelles, entrez les informations requises sur le formulaire que vous trouverez ici : <https://anai.us13.list-manage.com/subscribe?u=5942a8a83f3023c6a5a63139e&id=324882c3f7>

Ce bulletin est publié sous licence Creative Commons. N'hésitez pas à le faire circuler et à le réutiliser à des fins non commerciales.

(Traduction française : Rémi DUBUISSON)